

Analyse de Mark Leonard, directeur du think-tank [European Council on Foreign Relations](#), sur les conséquences, selon lui potentiellement gravissimes, du scandale NSA/Europe. D'après Leonard, l'affaire de la NSA « *pourrait faire plus de dégâts aux relations transatlantiques que la guerre en Irak* ».

Sans doute surestime-t-il l'influence de l'opinion publique (indignée et méfiante) sur l'attitude à long terme des gouvernements (accommodants envers les US par habitude et/ou par principe). Rappelons juste que les mêmes prédictions ont été faites il y a 3 ans, au lendemain de la révélation des câbles diplomatiques US par Wikileaks...

Toujours est-il que :

- Au moins dans l'immédiat, les gouvernements européens seront obligés de faire comme s'ils se souciaient des questions de secret industriel, souveraineté, protection des données etc. Cela implique des gesticulations en ce sens, et ces gesticulations seront forcément interprétées par les US comme de l'ingratitude/hostilité à leur égard. Leur réponse ne se fera pas attendre dans ce cas.
- Pour les institutions européennes, c'est une occasion pour redorer leur blason. Mal-aimées des citoyens, elles qui prétendent défendre nos intérêts communs, pourraient être tentées à monter sur le créneau. On se souvient de l'activisme du Parlement européen au sujet des « restitutions extraordinaires » de la CIA (les vols de torture, pour faire simple) ou du réseau de surveillance Echelon. La Commission, quant à elle, se plaît à mettre en valeur dans ses communications des projets d'autonomie, comme Airbus ou Galileo.

C'est dans cette optique (plutôt sceptique quant à la durée et à la traduction pratique de la prise de conscience provoquée par l'affaire) qu'il convient de regarder tout de même les pistes possibles. Celles énumérées par M. Leonard sont les suivantes :

- La plus évidente et la plus immédiate serait la suspension de l'accord SWIFT (sur le transfert des données bancaires) que les Etats-Unis. Pour rappel : les documents Snowden montrent que les US n'ont même pas envisagé pour une seconde de respecter ne serait-ce qu'une seule de ses lettres.
- L'exécutif de Bruxelles a toutes les compétences nécessaires pour prendre l'initiative d'une mesure qui fasse payer des amendes record à n'importe quelle société de l'informatique qui transmettrait des données sur les citoyens européens à une agence de renseignement étranger.
- A l'instar de Galileo justement, la Commission pourrait prendre en charge financièrement une partie du développement de centres de données « cloud » européens, en contribuant ainsi à la sécurité de nos informations et, du même coup, à la dés-américanisation d'Internet.
- Finalement, le climat actuel de méfiance n'est pas particulièrement favorable à un accord TTIP (libre-échange transatlantique) que les négociateurs avaient pourtant souhaité voir couvrir tous les domaines possibles et imaginables. A part le secteur des services liés à l'informatique, celui des marchés publics devrait, lui-aussi, devenir plus problématique. Comme le note Leonard : « *Il y aura de la réticence à donner à des sociétés américaines l'accès aux gouvernements européens si cela risque de laisser la*

porte arrière ouverte aux agences de renseignement US ».

L'énumération semble on ne peut plus logique, et est loin d'être exhaustive. Mais il ne s'agit que de possibilités. Or le fait que le Parlement européen (pourtant en première ligne dans l'affaire), n'a voté qu'à une très courte majorité la résolution (de surcroît non contraignante) sur la suspension (pourtant plus qu'évident) de l'accord SWIFT, n'est décidément pas bon signe.

Hajnalka VINCZE